



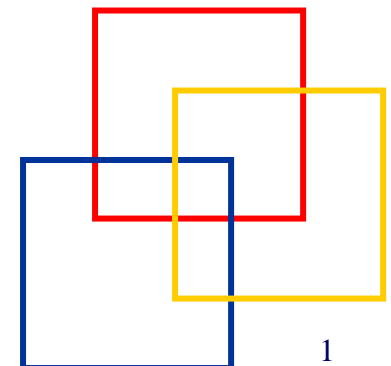
Bureau  
international  
du Travail

# Comment obtenir la couverture universelle et des niveaux de prestations adéquats pour la protection des enfants, des travailleurs pauvres et des chômeurs ?

## - Une introduction -

Réunion tripartite d'experts sur les stratégies d'extension de la couverture de la sécurité sociale  
Genève, 2-4 septembre 2009

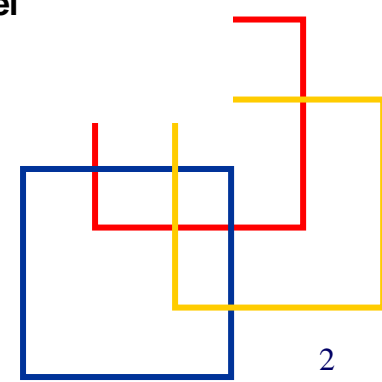
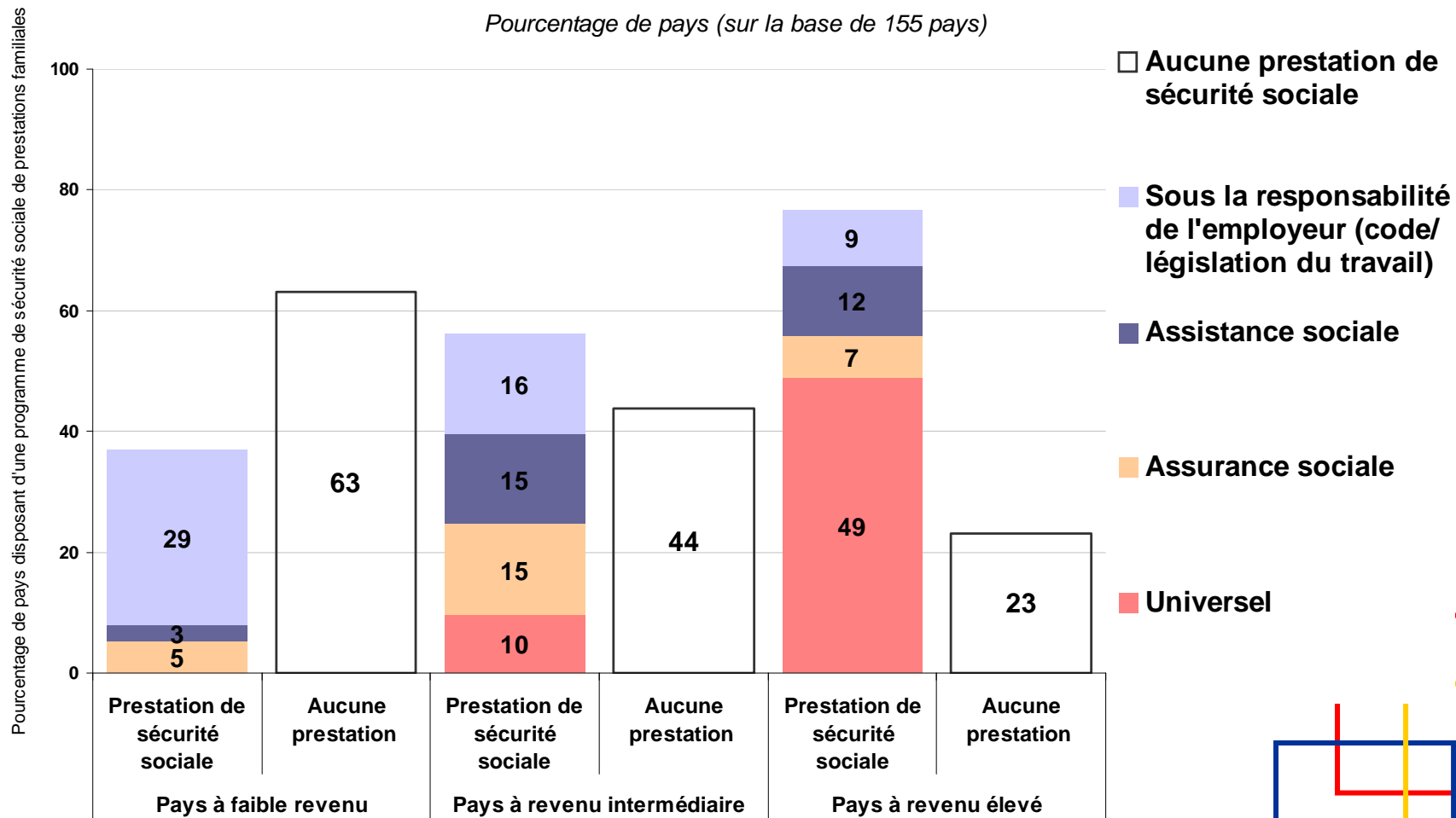
Philippe Marcadent  
Secteur de la protection sociale  
Bureau international du Travail





## Prestations familiales | Existence d'un programme et type de programme de sécurité sociale

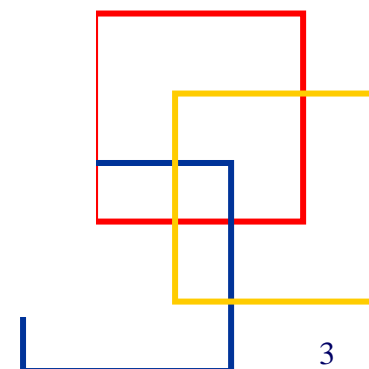
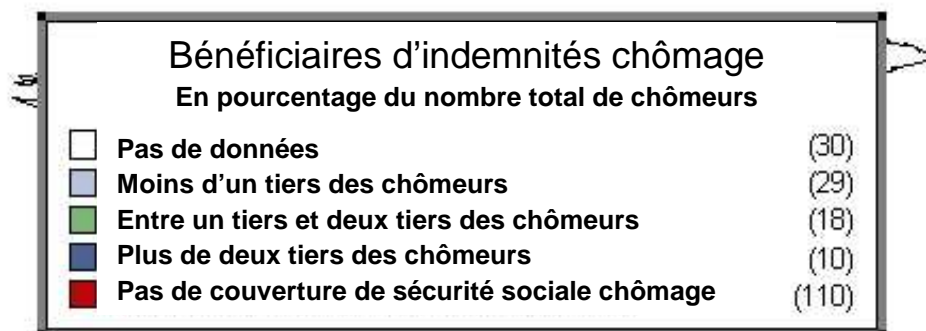
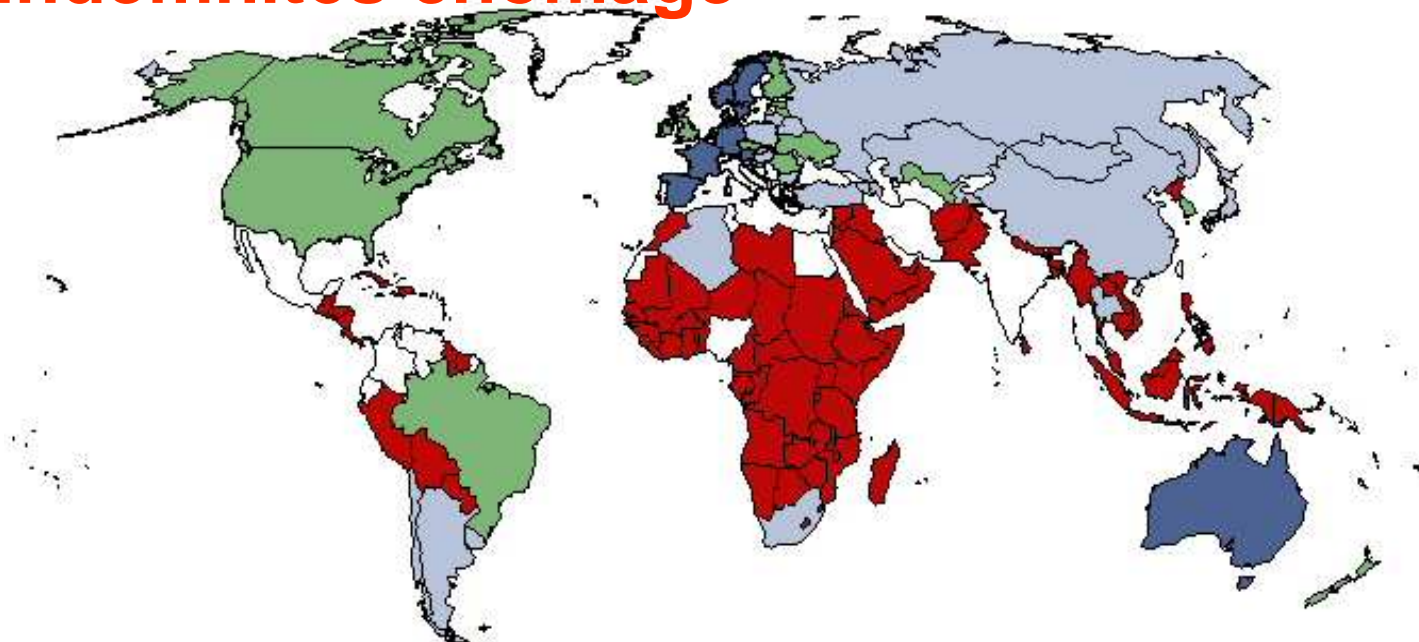
Pourcentage de pays (sur la base de 155 pays)





Bureau  
international  
du Travail

## Proportion de chômeurs bénéficiaires d'indemnités chômage

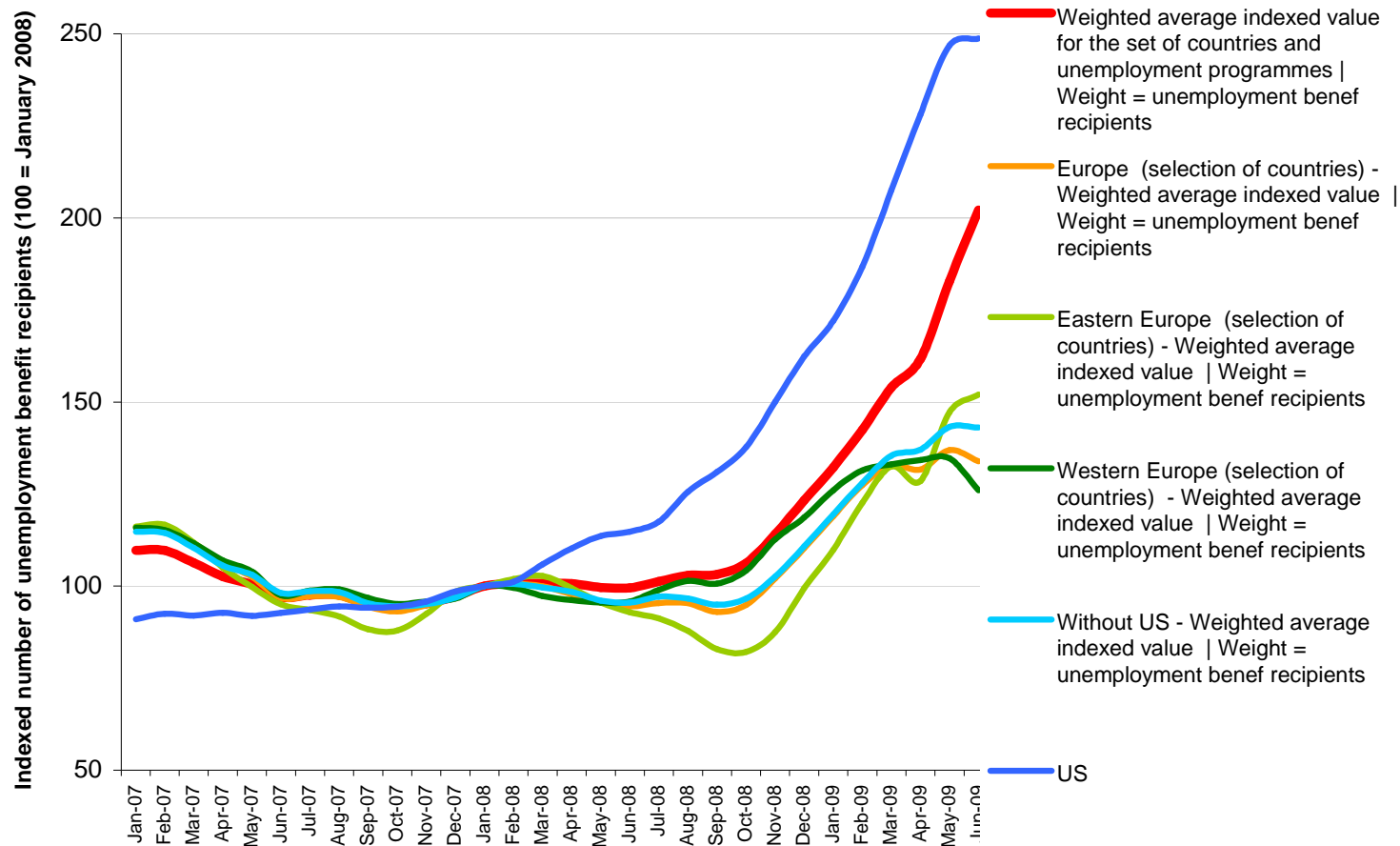




Bureau  
International

# Moyenne pondérée du nombre de bénéficiaires d'indemnités chômage | Index (100 = Janvier 2008)

Indexed monthly number of social security unemployment beneficiaries (base 100 in January 2008) Weighted average for a selection of countries



Source: ILO | SECSOC  
20/08/2009



## Revue de quelques pratiques actuelles

### *Enfants*

- Fort développement des transferts monétaires conditionnels (Amérique latine) et inconditionnels (par ex. Afrique du Sud) dans les pays à revenu intermédiaire;
- Quelques caractéristiques des transferts monétaires conditionnels (Amérique latine):
  - Éligibilité fonction du niveau de ressources / Obligations des ménages en matière d'éducation et de santé des enfants / Grand échelle (47 millions de personnes couvertes au Brésil, 25 millions au Mexique);
  - Niveau des prestations: Transfert, en pourcentage de la consommation des bénéficiaires avant transfert, varie de 5 à 30 % selon les pays;
  - Coûts: de 0,1 % du PIB (Pérou) à 0,6 % du PIB (Equateur)- environ 0,4 % pour le Mexique et le Brésil;
  - Bonne efficacité opérationnelle: ciblage et coûts administratifs;
  - Résultats: effets positifs sur la présence à l'école, l'utilisation des services de santé préventives, la taille des enfants; bonnes perspectives en matière de réduction du travail des enfants, impact positif sur la consommation, l'inégalité de revenu / Pas d'effets sur l'offre de travail;
  - Accès aux prestations n'est pas garanti à toute personne qui satisfait les critères d'éligibilité (accès fonction du budget disponible).



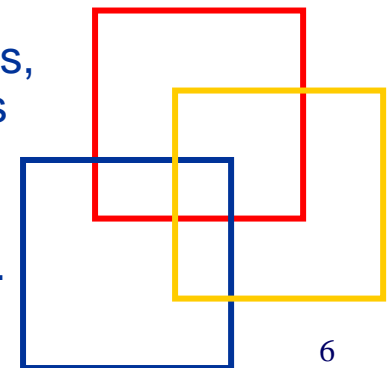
## Quelques pratiques actuelles

### *Chômeurs et travailleurs pauvres*

#### **Pays de l'Union Européenne**

Revenu minimum garanti. Beaucoup de bénéficiaires sont des chômeurs ou des travailleurs pauvres (50 % et 20 % des bénéficiaires en France par exemple);

- Forts liens avec les politiques et les services de l'emploi dans le cadre des « politiques d'activation » (depuis la fin des années 90);
- Pression et obligation croissantes sur les bénéficiaires (« activation obligatoire ») pour rechercher et accepter du travail, pour suivre des programmes de formation ou pour effectuer un travail bénévole pour la communauté (workfare);
- De plus, réformes afin d'introduire ou de rendre obligatoire « la disponibilité au travail » des bénéficiaires des prestations « non-liées à l'emploi »;
- Equilibre entre mesures passives et actives, entre droits et devoirs, entre sanctions et incitations varie largement selon les pays et les autorités locales;
- Introduction de mesures pour créer des incitations financières de manière « à rendre le travail payant » (exemple du RSA en France).



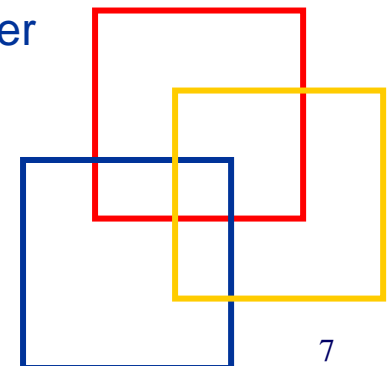


## Quelques pratiques actuelles

### *Chômeurs et travailleurs pauvres*

#### **Pays en développement**

- Systèmes d'emploi garanti: donne droit aux personnes (ménages) éligibles à un certain nombre de jours de travail par an (généralement pour des travaux publics d'infrastructures); Loi Nationale sur l'Emploi Rural Garanti en Inde;
- Programmes intégrés focalisés sur les plus pauvres, ayant des objectifs « émancipateurs »; TUP Bangladesh, Chile Solidario (Chili);
  - La plupart des stratégies de réduction de la pauvreté (microfinance, formation professionnelle, coopératives, entrepreneuriat, etc.) n'atteignent pas les plus pauvres;
  - Combinent les transferts pour répondre aux besoins immédiats des plus pauvres avec un appui actif pour leur permettre de développer leurs capacités, d'accéder aux opportunités économiques et d'échapper à la pauvreté de manière durable ;
  - Restent le plus souvent d'une dimension limitée/expérimentale.





## Quelques conditions de succès

- Promouvoir des cadres macro-économiques favorables à l'emploi, une croissance riche en emplois et la transition vers la formalisation ;
- Etendre la disponibilité de services sociaux de qualité (énorme déficit dans les pays à bas revenu) ;
- Accroître les efforts pour couvrir ceux qui sont le plus dans le besoin et qui sont souvent les plus difficile à atteindre, comme:
  - Les orphelins et autres enfants vulnérables (pays affectés par le SIDA notamment) ;
  - Les personnes en situation de pauvreté chronique et d'extrême pauvreté ;
  - Les peuples indigènes ;
  - Ceux qui vivent dans des zones rurales isolées.
- Améliorer la cohérence entre politiques et l'intégration des interventions au sein du système de sécurité sociale et avec ce qui est fait par ailleurs dans le champ économique et social.

